



PREFET DU MORBIHAN

Direction départementale des territoires et de la mer  
Service Eau, Nature et Biodiversité  
Unité coordination administrative ICPE et loi sur l'eau

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE  
DE MISE A JOUR ADMINISTRATIVE  
DU 11 MAI 2012**

**SOCIETE CHIMIREC  
Z.I. DE SIGNAN 56300 PONTIVY**

**Le Préfet du Morbihan  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment son article R. 513-1 ;
- VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 délivré à la société HUMEAU en vue d'exploiter une station de transit d'huiles usagées d'une capacité de 250 m<sup>3</sup> relevant du régime de l'autorisation selon la rubrique 167-A située sur la zone artisanale de PONTIVY - LE SOURN ;
- VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 4 mai 2004 à la société CHIMIREC en vue de poursuivre l'exploitation de l'installation susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral portant agrément pour le ramassage des huiles usagées délivré le 14 décembre 2007 à la société CHIMIREC ;
- VU la demande de bénéfice des droits acquis présentée par la société CHIMIREC le 11 avril 2011 ;
- VU le rapport et la proposition en date du 20 février 2012 de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 3 avril 2012 ;
- VU le courrier du 13 avril 2012 adressé à l'exploitant et la réponse par courrier électronique du 24 avril 2012 ;
- VU l'arrêté du 25 août 2011 accordant délégation de signature à M. Stéphane DAGUIN, secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

**CONSIDERANT** que le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature en réformant notamment les rubriques associées aux activités de traitement des déchets ;

CONSIDERANT que la société CHIMIREC est autorisée, par arrêté préfectoral du 26 septembre 1986, à exploiter une station de transit d'huiles usagées d'une capacité de 250 m<sup>3</sup> relevant du régime de l'autorisation selon la rubrique 167-A située sur ZI du Signan à PONTIVY ;

CONSIDERANT que ladite rubrique a été supprimée par les prescriptions du décret du 13 avril 2010 ;

CONSIDERANT que l'étendue de ces modifications rend nécessaire l'actualisation de la rubrique autorisée dans l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1986 ;

CONSIDERANT que ces modifications n'ont pas d'incidence sur les installations et leurs conditions d'exploitation ;

CONSIDERANT que les termes du présent arrêté ne renforcent ni n'allègent les prescriptions existantes imposées à la société CHIMIREC pour son site de PONTIVY et qu'elles ne constituent pas de prescriptions additionnelles au sens de l'article R. 512-31 du code de l'environnement ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## A R R E T E

### ARTICLE 1

La rubrique visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 septembre 1986 délivré à la société CHIMIREC, dont le siège social est situé ZI de Mézaubert 35133 JAVENE, en vue d'exploiter un établissement de tri, transit et regroupement d'huiles usagées situé sur la ZI du Signan à PONTIVY est abrogée. Elle est remplacée par la rubrique suivante :

| N° rubrique | Désignation   | Quantités maximales autorisées   | Régime |
|-------------|---|--|--------|
| 2718-1      | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t. | - 4 cuves d'huiles usagées noires dont trois cuves de 50 m <sup>3</sup> et une cuve de 57 m <sup>3</sup> ;<br>- 1 cuve de liquides de refroidissement usagés de 50 m <sup>3</sup> ;<br>- 1 cuve d'eaux souillées de 50 m <sup>3</sup> .<br><br>Volume total = 307 m <sup>3</sup><br><br>Masse totale = 282 t | A      |

### ARTICLE 2 - Délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

### ARTICLE 3 - Modalités d'application

Les modifications apportées par le présent arrêté sont applicables dès leur notification au directeur de la société CHIMIREC.

### ARTICLE 4 – Affichage

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions imposées, et faisant connaître qu'une copie du dit arrêté est déposée aux archives de la mairie de PONTIVY avec mise à disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer). Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet du département du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer), aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le présent arrêté sera également publié sur le site Internet de la préfecture du Morbihan.

### ARTICLE 5

Copie du présent arrêté sera remise au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

### ARTICLE 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM), la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Copie du présent arrêté sera adressée pour information à :

- M. le sous-préfet de PONTIVY
- M. le Maire de PONTIVY
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Unité territoriale du Morbihan – 34, rue Jules LEGRAND - 56100 LORIENT

#### Copie du présent arrêté sera adressée pour notification à :

- M. le Directeur de la société CHIMIREC  
ZI du Mézaubert – 35133 JAVENE

Vannes, le 1<sup>er</sup> MAI 2012

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Stéphane DACUIN

